



Les temps forts de 2008 et 2009

5 millions, et le compte n'est pas terminé – de la mobilisation à l'action



Le 25 novembre 2008, l'ambassadrice de bonne volonté de l'UNIFEM Nicole Kidman a présenté au Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon 5.066.549 signatures, représentant les voix des personnes qui, à travers le monde, ont ajouté leur nom à l'initiative **Dites NON** de l'UNIFEM, qui demandent instamment aux gouvernements de faire de la fin de la violence contre les femmes et les filles une de leurs toutes premières priorités. S'appuyant sur l'élan de cette première phase, et dans le but de contribuer directement à la campagne Tous UNiS pour mettre fin à la violence contre les

femmes, l'UNIFEM renforce l'initiative sous le titre **Dites NON – Tous UNiS**. Lancé en novembre 2009, **Dites NON – Tous UNiS** vise à susciter et mettre en valeur les actions menées par les personnes individuelles, les gouvernements et les partenaires de la société civile. Les actions vont de la mobilisation en faveur de l'adoption de législations pertinentes ou de la sensibilisation des écoliers au volontariat dans les refuges locaux, en passant par les dons en faveur de programmes de protection des femmes et des filles contre la violence. Chaque action est décomptée pour présenter le formidable élan mondial qui existe au niveau de l'engagement sur la question. L'objectif initial est d'enregistrer **1 million d'actions en une année**. Certains des moments forts de cette première phase de **Dites NON** sont décrits ci-dessous :

GOUVERNEMENTS

Les femmes eurasiennes *Disent NON*

Lors d'une session extraordinaire consacrée à **Dites NON** au cours du Deuxième Sommet des femmes eurasiennes organisé à Astana, au Kazakhstan, les 25 et 26 juin 2008, la ministre de la Justice de la République du Kazakhstan, Zagipa Balieva, a conduit plus de 40 représentants d'institutions gouvernementales et d'associations patronales féminines de Lettonie, d'Ouzbékistan, du Tadjikistan, du Kirghizistan et du Kazakhstan à signer l'initiative de l'UNIFEM.



Les dirigeants ibéro-américains *Disent NON*



Les Chefs d'Etat de 17 pays ibéro-américains ont ajouté leurs noms en faveur de l'initiative **Dites NON** à la violence contre les femmes de l'UNIFEM, à l'occasion du 18^{ème} Sommet ibéro-américain organisé au El Salvador en octobre 2008. Leur appui a mis en évidence l'accord auquel sont parvenus les Etats ibéro-américains au cours du Sommet, qui demande instamment au Secrétariat général ibéro-américain et à l'Organisation des jeunes ibéro-américains de lancer une campagne de sensibilisation en vue de combattre la violence contre les femmes, en particulier chez les jeunes. Ces pays sont : l'Argentine, Andorre, la Bolivie, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, la République

dominicaine, l'Equateur, El Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Mexique, Panama, le Pérou, le Portugal, l'Espagne et le Venezuela.

La Jordanie et l'Iraq lancent l'initiative *Dites NON*

L'ambassadrice de bonne volonté de l'UNIFEM, Son Altesse royale la Princesse Basma Bint Talal, a lancé l'initiative **Dites NON** en Jordanie le 20 août 2008, au cours d'une manifestation organisée par l'UNIFEM en collaboration avec la Commission nationale jordanienne pour les femmes (JNCW). Dans un geste symbolique, les participants de la cérémonie de lancement organisée à Amman se sont levés de leurs sièges et ont fait sonner des cloches pour tirer la sonnette d'alarme à propos de l'épidémie de violence contre les femmes. Des signatures ont été recueillies dans tous les gouvernorats de Jordanie, dans le cadre d'une initiative nationale contre la violence sexiste. Le Président du Conseil des représentants iraquien, le Dr. Mahmoud Mashhadani, a signé la campagne **Dites NON** et invité tous les femmes et hommes iraqiens à le rejoindre. Un certain nombre d'autres parlementaires iraqiens ont ajouté leurs noms au cours d'une session extraordinaire organisée par le Comité des femmes du Conseil des représentants et l'UNIFEM le 27 août 2008. Des cahiers ont été distribués pour recueillir les signatures à travers tout le pays. Parmi les personnalités ayant également ajouté leurs noms à l'occasion d'une réunion de haut niveau organisée à Vienne figuraient aussi : le Premier ministre libanais Fouad Siniora, le Premier ministre de l'Autorité nationale palestinienne Salam Fayyad et le ministre des Affaires étrangères de Jordanie, Salah Eddin Al Bashir.





Dites NON – Tous UNiS
pour mettre fin à la violence contre les femmes

On compte sur vous!

www.ditesnonalaviolence.org

Les gouvernements du Sénégal, de la Tanzanie et des Seychelles répondent à un appel à l'action



Le Gouvernement du Sénégal a été le tout premier gouvernement à signer en faveur de la campagne **Dites NON**, dès le début 2008. Le 4 mars, Awa Ndiaye, ministre sénégalaise de la Famille, de l'Entrepreneuriat féminin et du Microfinancement (sur la photo), a été déposer les signatures du Président sénégalais Abdoulaye Wade, du Premier ministre Cheikh Hadjibou Soumare ainsi que de 23 ministres du gouvernement au Siège de l'UNIFEM. La Tanzanie, sous l'impulsion du Président Jakaya Mrisho Kikwete (sur la photo), a concrétisé son engagement en faveur de cette action en lançant un comité national multisectoriel pour réviser et renforcer le plan d'action national sur la violence contre les femmes. Les agents de police ont en outre été formés pour fournir un appui aux victimes de la violence. La ministre pour le Développement communautaire, l'Égalité des sexes et les Enfants, Mme Margaret Siita, a lancé de son côté une campagne de sensibilisation nationale par SMS, en collaboration avec l'opérateur téléphonique Vodacom. Le 22 juillet 2008, lors d'une cérémonie à laquelle participait la Vice-Secrétaire générale Asha Rose Migiro, le Premier ministre Pinda a mené l'Assemblée nationale tanzanienne à signer l'initiative **Dites NON à la violence contre les femmes** de l'UNIFEM. Le 17 juillet, la ministre de la Santé et du Développement social des Seychelles, Marie-Pierre Lloyd, a signé la campagne, au nom du gouvernement des Seychelles, au moment de présenter la Stratégie nationale sur la violence domestique, et a lancé un site Internet sur l'égalité des sexes. Les Seychelles travaillent à l'heure actuelle au renforcement de la législation sur la violence domestique.



Les gouvernements du Népal et du Timor-Leste signent l'initiative



Le 9 juillet, la ministre de la Femme, de l'Enfance et de la Protection sociale du Népal, Pampha Bhusal, a ajouté son nom en faveur de la campagne, au cours d'une table ronde visant à échanger sur les résultats du rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur la violence contre les femmes. Démontrant l'engagement du gouvernement timorais pour ce qui est de mettre fin à la violence contre les femmes, le Président de l'Assemblée nationale de la République démocratique du Timor-Leste, Fernando Lasama de Araujo, au nom du Président Ramos-Horta, a lancé, le 10 septembre, une initiative **Dites NON** nationale à Dili en compagnie du Premier ministre Kay Rala Xanana Gusmão (photo). Le lancement de l'initiative nationale **Dites NON** a été accompagné d'un certain nombre d'activités visant à sensibiliser le public sur la violence sexiste ainsi qu'à recueillir des signatures en faveur de **Dites NON**.



Dites NON – Tous UNiS
pour mettre fin à la violence contre les femmes

On compte sur vous!

www.ditesnonalaviolence.org

L'ambassadrice de bonne volonté Nicole Kidman salue l'action du gouvernement australien



Le moment de passer à l'action : le titre du rapport publié en avril 2009 par le Conseil national australien pour réduire la violence contre les femmes et leurs enfants a entraîné une réponse immédiate. Confirmant son leadership s'agissant du développement d'un plan à long terme en vue de réduire la violence contre les femmes, le gouvernement australien s'est engagé à faire avancer dans l'immédiat 18 des 20 recommandations prioritaires figurant dans le rapport du Conseil national, qui comptent la mise en place d'un cadre de prévention primaire national ainsi que la création d'un service téléphonique et d'une ligne d'appui en cas de crise. L'ambassadeur de bonne volonté de l'UNIFEM Nicole Kidman a salué cette initiative : « Je suis très fière que le gouvernement australien et le Premier ministre lui-même

considèrent que cette question est des plus graves et est une priorité nationale ». Le Conseil national a été créé en mai 2008, avec pour mission de fournir au gouvernement des conseils sur l'élaboration d'un plan national basé sur des données factuelles pour réduire la violence contre les femmes et leurs enfants. En novembre 2008, le ministre des Affaires étrangères, M. Stephen Smith, la ministre de la Condition de la femme, Mme Tanya Plibersek, ainsi que le ministre de la Justice Robert McClelland, ont signé **Dites NON** au nom du gouvernement australien, et renforcé leur engagement en faveur de la question en annonçant l'accession de l'Australie au Protocole facultatif de la CEDAW. La ministre Plibersek a expliqué : « Le fait d'accéder au Protocole facultatif enverra un message fort selon lequel l'Australie prend au sérieux la promotion de l'égalité des sexes et qu'elle est prête à être jugée en vertu des normes internationales en matière de droits de l'homme. »

Les Etats-Unis et le Canada *disent NON* à la violence contre les femmes

La Secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice a signé la campagne **Dites NON** le 18 novembre 2008, estimant : « Au moment où la campagne « **Dites NON** à la violence contre les femmes » entre dans sa deuxième année, nous devons nous attacher à sensibiliser les individus et les communautés sur les dommages considérables provoqués par la violence contre les femmes, et nous impliquer pour que cesse cette atrocité. » La ministre d'Etat canadienne pour la Condition de la femme, Mme Helena Guergis, a également signé la campagne en novembre, et a demandé instamment au peuple canadien de rejoindre la campagne et de se renseigner davantage sur la question.





La première ville des Philippines rejoint **Dites NON**



Aux Philippines, la ville de Quezon a lancé une campagne pour recueillir un million de signatures en faveur de **Dites NON** à l'ouverture des célébrations du mois des Femmes pour 2009. La ville de Quezon a été la toute première ville de la région de la capitale nationale des Philippines à faire voter un code et à institutionnaliser des mesures pour la protection des femmes et des enfants. Au niveau national, le gouvernement philippin a pris l'engagement historique de promouvoir l'égalité des sexes en signant la Charte

nationale des femmes en août 2009. A Manille, la Présidente Gloria Arroyo a officiellement promulgué une loi en faveur de l'égalité des sexes pour laquelle les groupes de droits de la femme s'étaient mobilisés au cours des sept dernières années. Cette législation qui fera date est alignée sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et comporte des dispositions comme la formation de tout le personnel gouvernemental impliqué dans le travail sur la violence sexiste au niveau des droits de l'homme et de la prise en compte des sexes, et l'octroi aux hommes et aux femmes d'un statut d'égalité sur la publication de contrats et de brevets en matière de bonne intendance.

Europe 2008 : une année d'actions

Tout au long de la première phase de **Dites NON**, les responsables gouvernementaux de toute l'Europe ont répondu à l'appel mondial en signant en faveur de l'initiative **Dites NON** et en s'engageant à mettre la question à l'ordre du jour national. Ajoutant son nom à **Dites NON** en mars 2009, la ministre italienne des l'Egalité des chances, Mara Carfagna, a annoncé qu'elle accueillerait une Conférence internationale au niveau ministériel sur la violence contre les femmes dans le contexte de la Présidence italienne du G8. Le document final de la conférence, qui fut organisée en septembre 2009, lance un appel en faveur de normes de protection internationales, à la reconnaissance du rôle des femmes dans la consolidation de la paix, à donner la priorité à l'éducation en vue de promouvoir l'égalité des sexes et à l'engagement politique de chaque gouvernement individuel.



Globalement, les représentants de la Commission européenne et les chefs d'Etats ou ministres des pays européens suivants ont apposé leur signature : Autriche Belgique, Bosnie et Herzégovine, Danemark, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Hongrie, Islande, Irlande, Italie, Liechtenstein, Malte, Pays-Bas, Norvège, Portugal, République slovaque, Slovénie, Espagne, Suède, Suisse, Royaume-Uni.



PARLEMENTS

Les parlements du monde et leurs présidentes ont rejoint le réseau **Dites NON**



Plus de 200 parlementaires venant de quelque 70 pays ont signé la campagne **Dites NON** au cours de la 119^{ème} Assemblée de l'Union interparlementaire (IPU) d'octobre 2008. « La violence contre les femmes demeure une question primordiale à l'ordre du jour des droits de l'homme et parlementaire international. Nous devons tous nous engager et nous mobiliser contre cette réalité inacceptable à laquelle les dirigeants politiques du monde doivent s'attaquer

de manière urgente » a souligné le Président Dr. Theo-Ben Gurirab, le nouveau Président de l'IPU. L'IPU a pris l'engagement d'intensifier ses actions dans ce domaine et lancé un programme sur trois ans visant à aider les parlements à faire de la fin de la violence contre les femmes une priorité nationale. En juillet 2009, les présidentes et vice-présidentes de 15 parlements nationaux ainsi que le Parlement arabe de transition ont signé l'initiative **Dites NON** à la violence contre les femmes lors de la Cinquième réunion annuelle des Présidentes de parlements organisée par l'UPI, et ont convenu de faire de la question une priorité de leur travail (photo). Une question-clé de la conférence a été la nécessité d'adopter une législation nationale sur la violence contre les femmes conforme aux engagements internationaux, notamment à la CEDAW, ainsi que le besoin de mise en application effective. Les Présidentes des parlements des pays suivants ont signé l'initiative **Dites NON** : Albanie, Australie, Autriche, Ghana, Hongrie, Lesotho, Namibie, Pays-Bas, Pakistan, Rwanda, Serbie, Swaziland, Suisse, Turkménistan, Royaume-Uni, Parlement arabe de transition.

Le Parlement européen appelle à une année de la tolérance zéro par rapport à la violence contre les femmes

La lutte mondiale pour mettre fin à la violence contre les femmes et les filles a connu un élan significatif en avril 2009, quand le Parlement européen a appelé la Commission européenne à désigner une « Année européenne de la tolérance zéro par rapport à la violence contre les femmes » dans le cadre de l'adoption d'une « Déclaration écrite sur l'initiative **Dites NON** à la violence contre les femmes ». La membre suédoise du Parlement européen et Vice-Présidente du Comité sur les droits de la femme, Mme Eva-Britt Svensson, a pris avec succès la tête de l'initiative parmi les membres du Parlement européen. L'ambassadrice de bonne volonté de l'UNIFEM et porte-parole de **Dites NON**, Nicole Kidman, a félicité les membres du Parlement européen pour leurs signatures : « Vos 408 signatures se traduisent par l'adoption d'une déclaration écrite hautement significative. Cette dernière mobilisera un large appui gouvernemental et public en faveur d'investissements significatifs dans les services et les ressources pour les victimes ».





SOCIETE CIVILE

Dites NON suscite la mobilisation des jeunes thaïlandais



A Bangkok, des centaines d'étudiants et d'étudiantes d'université enthousiastes sont descendus dans la rue dans le cadre de **Dites NON**. En tout, plus de trois millions de Thaïlandais ont ajouté leurs noms à l'initiative **Dites NON**. Se fondant sur cet élan, et dans un effort continu pour susciter l'engagement des jeunes, l'ambassadrice de bonne volonté de l'UNIFEM pour la Thaïlande, la Princesse Bhajrakitiyabha, a ensuite lancé le programme basé sur les écoles *Les jeunes disent NON à la violence contre les femmes*, lancé par l'UNIFEM en collaboration avec le Bureau de la Commission éducative de base (OBEC), le ministère de l'Education et le ministère de la Justice. Les étudiants ont exploré l'envergure et la variété de la violence sexiste, parlé de leurs expériences personnelles et se sont rendus dans ces centres de crise pour pouvoir se faire une idée par eux-mêmes des services nécessaires. Chaque école a élaboré des initiatives pour protéger les femmes et les filles au sein de leurs communautés, qui ont été présentées à son altesse royale la Princesse Bhajrakitiyabha, qui a été une force motrice de **Dites NON** en Thaïlande et qui a présidé la cérémonie de clôture lors du dernier jour de la formation. Le programme des jeunes doit se poursuivre dans toute la Thaïlande et alimenter la seconde phase de l'initiative de l'UNIFEM.

Les dirigeants religieux *disent NON*

Qu'ils soient bouddhistes ou chrétiens, hindous ou juifs, musulmans ou indigènes, la violence contre les femmes est une question qui intéresse toutes les religions, croyances ou groupes basés sur la foi. Avec « **Retrouver la dignité – les religions s'allient pour mettre fin à la violence contre les femmes** », Religions for Peace (RFP), partenaire de **Dites NON**, mène à bien une initiative mondiale pour mettre fin à la violence contre les femmes grâce à son réseau interreligieux. Jeunes, dirigeants religieux ou victimes de violences... : tout le monde est invité à rejoindre cette initiative et à **Dire NON**. Chaque action sera décomptée par RFP ainsi que dans le rapport d'activités de **Dites NON** sur saynotoviolence.org. L'UNIFEM a lancé son partenariat avec Religions for Peace lors d'une manifestation inaugurale le 25 septembre 2008 à New York. Lors de la manifestation, de hauts dirigeants religieux se sont engagés à contribuer à mettre fin à la violence contre les femmes et ajouté leurs noms en faveur de l'initiative de l'UNIFEM.





Catherine Deneuve, Hillary Swank, Sir Bob Geldof Show Their Support

Des artistes internationalement salués, des activistes sociaux et des hommes politiques, dont Catherine Deneuve, Hillary Swank, Christopher Lee, Sir Bob Geldof et la ministre allemande du Développement Heidemarie Wiecek-Zeul, ont ajouté leurs noms en faveur de la campagne **Dites NON**, au cours du Gala annuel *Cinema for Peace* organisé le 11 février à Berlin, en Allemagne. Des centaines d'autres participants leur ont emboîté le pas. Le gala, organisé de manière à coïncider avec le Festival international du film de Berlin, a permis de recueillir plus de 100.000 dollars E.U. au profit du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour mettre fin à la violence contre les femmes, qui est géré par l'UNIFEM.



Plus de 125.000 Chinois aident à recueillir 100.000 dollars pour mettre fin à la violence

La China Law Society et NetEase – l'un des plus importants fournisseurs de services Internet en Chine – ont créé une version chinoise du site Internet de la campagne **Dites NON** à la violence contre les femmes. Plus de 125.000 signatures chinoises ont été présentées à l'UNIFEM le 6 mars, qui l'ont aidé à atteindre son objectif des 100.000 signatures nécessaires dans le cadre de la subvention défi de la Fondation des Nations Unies. Cela a permis d'apporter 100.000 dollars au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour mettre fin à la violence contre les femmes, qui est géré par l'UNIFEM.



Fiji : des volontaires recueillent 12.000 signatures en deux semaines

A Fidji, l'UNIFEM a recruté et formé 25 étudiants d'université hautement motivés comme volontaires. Ces derniers ont appelé les gens à s'engager dans les rues, les universités, les théâtres et l'opéra ainsi qu'au sein des ministères gouvernementaux, en recueillant des signatures et en diffusant des informations. Les volontaires portant des tee-shirts spéciaux **Dites NON** ont pu recueillir 12.000 signatures en seulement deux semaines.



Colombie : l'UNIFEM lance une initiative lors du Festival de musique Rock al Parque



L'UNIFEM et le Programme global des OMD contre la violence sexiste en Colombie ont joint leurs forces pour promouvoir la campagne [Tous UNiS pour mettre fin à la violence contre les femmes](#) du Secrétaire général des Nations Unies, à l'occasion du Festival de musique Rock al Parque 2009 de Bogotá. Le chanteur mexicain Ely Guerra a fait office de porte-parole pour l'UNIFEM, diffusant ses messages aux invités du festival et aux médias locaux. Dans un effort visant à impliquer les jeunes, les volontaires de

l'UNIFEM ont distribué plus de 25 000 brochures informatives sur la violence contre les femmes, et des messages vidéo ont été montrés entre les morceaux musicaux au cours de ce festival de trois jours, auquel ont participé 350.000 personnes. En 2008, au cours de ce festival le plus important d'Amérique latine, des volontaires avaient déjà recueilli 21.213 signatures en faveur de l'initiative **Dites NON** à la violence contre les femmes.

Le Comité national suisse de l'UNIFEM descend dans la rue pour Dire NON

Le 24 septembre 2008, le Comité national suisse a lancé à Berne une campagne publique de signatures, invitant les gens de la rue à rejoindre la campagne de l'UNIFEM **Dites NON** à la violence contre les femmes, et engageant les médias à sensibiliser leur audience sur la question. Le Comité a également lancé aux parlementaires, devant la Chambre des députés, un appel pour qu'ils signent la campagne **Dites NON**, et démontrent ainsi publiquement leur engagement pour ce qui est de s'attaquer à la question grâce à une action cohésive. De nombreux parlementaires, de même que le Maire de la ville de Berne, M. Alexander Tschäppät, ont ajouté leurs noms en faveur de la campagne **Dites NON**.





Dites NON – Tous UNiS
pour mettre fin à la violence contre les femmes

On compte sur vous!

www.ditesnonalaviolence.org

AVON, partenaire de l'UNIFEM, appuie la campagne *Dites NON*

Depuis 2008, année où l'UNIFEM et Avon ont lancé leur partenariat public-privé sur la Journée internationale de la femme, les produits Avon ont été un partenaire solide et fiable de l'UNIFEM pour ce qui est de promouvoir l'autonomisation de la femme et mettre fin à la violence contre les femmes. Grâce à la vente du bracelet de l'autonomisation, appuyé par un don équivalent de la Fondation Avon, la société a donné 1 million de dollars E.U. au Fonds d'affectation spéciale pour mettre fin à la violence contre les femmes en 2008, renouvelant son engagement en mars 2009 avec une contribution de 250.000 dollars E.U.. En appui à ***Dites NON***, Avon a sensibilisé ses représentants commerciaux dans le monde et les a encouragés à signer en faveur de l'initiative.



La Directrice exécutive de l'UNIFEM par intérim, Joanne Sandler, la modératrice du Sommet mondial Alexis Glick, la Présidente-Directrice générale d'Avon Andrea Jung, l'actrice Reese Witherspoon, l'experte financière Suze Orman, et Mme Ban montrent leurs bracelets d'autonomisation des femmes. (photos : Avon).